

L'envers du patriotisme

L'engueulade d'hier, au parlement, sur l'organisation et le commandement des troupes, est révélatrice.

Le voile d'hypocrisie déchiré, la figure des politiciens se montre à nu: elle est moins belle que jamais. C'est l'effet normal et usuel des crises nationales: elles forcent les hommes et les systèmes à se manifester sous leur vrai jour. Un moment, l'on a pu croire à la sincérité de l'accord temporaire des partis. La preuve se fait de plus en plus claire qu'à l'abri de cette trêve les politiciens poursuivaient en sous main tous leurs commerces véreux: le favoritisme, l'intrigue, la concussion, le pot-de-vinage. Les profits étaient d'autant plus faciles à empocher que le bon peuple, tout étourdi par les cris de guerre, ne songeait qu'à chanter les hymnes héroïques. Pendant que politiciens et journalistes le chauffaient à blanc, au nom du salut de l'Empire et de la France, notre "seconde mère-patrie", les fournisseurs de fonds électoraux, les souteneurs des gazettes *patriotes*, prélevaient du dix pour cent du quinze pour cent, du vingt pour cent, sur toutes les fournitures de l'armée.

Un naïf député demandait gravement, l'autre jour, si le ministère se proposait de prendre des mesures pour forcer le *Devoir* à prouver ses accusations de *boodlage* et de concussion. Et le premier-ministre de répondre non moins gravement que si je donnais des noms, le ministère procéderait.

Je me suis bien gardé de donner des noms: les incriminés n'auraient pas manqué de m'assigner devant les tribunaux, où l'appui des politiciens et des pouvoirs publics et la faveur d'un magistrat *patriote* et politicien leur auraient assuré toute impunité. J'aurais ainsi compromis inutilement les braves gens qui m'avaient renseigné; et les faiseurs auraient continué ou repris *les affaires* comme de plus belle. Il n'y avait qu'à laisser faire: les morceaux, tout gros fussent-ils, ne pouvaient suffire au nombre des estomacs, à l'appétit des appétits. Ceux qui n'auraient qu'un bout d'os ou un morceau de peau, et ceux plus nombreux qui n'attraperaient rien du tout, ne manqueraient pas de japper et de mordre. C'est ce qui est arrivé.

En dépit de tous les obstacles que font surgir les députés, complices instinctifs des concussionnaires et des voleurs, il sort assez de vérité du puisard pour démontrer que le *Devoir* n'avait rien exagéré. Les opérations de bottes, de lunettes, de drogues, de bicyclettes, sont maintenant à demi-connues. Que l'enquête se poursuive sur l'achat et la revente des chevaux, sur le gaspillage des approvisionnements, sur les rasoirs allemands; et l'on retrouvera partout la même incurie, la même corruption, le même système de barrières de péage et de *commissions*.

* * *

Et pendant ce temps-là, le chef suprême de l'armée, l'illustre général Sam Hughes, trop olympique pour se préoccuper de l'honneur du Canada et du bien-être des soldats — ces vulgaires soucis sont bons pour des militaires de troisième ordre comme Napoléon, Frédéric ou Kitchener — l'illustre Sam se querellait avec ses subordonnés et mettait partout le désarroi et l'indiscipline.

Les choses en vinrent au point que le premier-ministre fut forcé d'expédier Sam en Angleterre. Avec sa modestie et sa discrétion habituelles, Sam a tenté de faire croire qu'il allait jeter un coup d'oeil sur la manière dont Kitchener menait sa petite affaire; mais tout le monde sait que la raison de son absence forcée, c'est que le colonel Wilson menaçait de démissionner si le ministre de la Milice restait plus longtemps dans ses jambes.

Ce qui est incroyable, c'est que le premier-ministre n'ait pas débarrassé le pays de ce fantôme grotesque et dangereux. Le prendre dans son cabinet était en soi un défi au bon sens et à la décence publique; l'y garder dans un moment de crise grave est un véritable crime.

Rien ne démontre mieux le vide des professions de foi des ministres. S'ils étaient réellement convaincus du péril de l'Empire et du devoir du Canada d'y parer, ils n'auraient pas laissé un seul instant tout le mécanisme de guerre aux mains d'un toqué dangereux. S'ils croyaient vraiment que l'Angleterre et ses alliés, comme ses ennemis, attachent une importance quelconque à la participation du Canada à la guerre, ils auraient confié l'organisation des troupes à un homme de jugement, d'autorité et d'une intégrité hors de tout soupçon. Le débat d'hier fait plus de tort à l'honneur et au prestige du Canada que toutes les attaques des "ennemis de l'Empire" — ainsi que les politiciens et les journalistes *patriotes*, amis ou complices des concussionnaires, se plaisent à qualifier ceux qui ont eu le courage de ne pas perdre la tête et de surveiller leurs agissements.

* * *

L'enquête de la Commission des comptes, toute partielle qu'elle soit, justifie amplement les accusations d'incurie et de corruption que nous avons portées. Les engueulades d'hier révèlent une fois de plus le peu d'empressement que les Canadiens-anglais ont mis à s'enrôler pour le "salut de l'Empire".

Au premier appel, toute la province de la Nouvelle-Ecosse a répondu en envoyant... CINQ CENTS hommes! On avait d'abord songé à former un régiment entier de Néo-Ecossais. On a dû y renoncer et remplir les cadres avec des recrues de Montréal, de Toronto et d'ailleurs. Au Nouveau-Brunswick, même apathie.

Si les autres provinces ont donné des résultats plus tangibles, c'est tout simplement qu'elles ont déversé dans l'armée une partie de leurs *sans-travail* étrangers. De véritables Canadiens, enfants du sol, elles n'ont fourni qu'une faible proportion.

C'est la preuve palpable que la masse du peuple canadien n'a pas mordu à l'appel des politiciens et des gazetiers; et elle n'y a pas répondu parce qu'elle n'a pas cru que le salut de l'Empire fût en péril et que le Canada eût le strict devoir de se jeter tête baissée dans le conflit.

Si cette incrédulité et cette apathie sont condamnables, les politiciens et les gazetiers *patriotes* n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes: en les voyant tous s'*embusquer*, qui dans sa gazette, qui dans sa *campagne* politique, et hurler comme des possédés pour envoyer *les autres* mourir pour l'Empire et pour la France, le bon peuple les a jugés ce qu'ils sont: des farceurs. La hideuse vérité, c'est que nombre d'entre eux ne criaient si fort que pour mettre du foin dans leurs bottes et avancer les *bedides affaires* des entremetteurs, leurs copains.

Ces saletés, ces ignominies, ces véritables trahisons font monter le rouge au front. C'est à les effacer et à les punir que devraient s'appliquer les vrais patriotes.

* * *

Quant aux impérialistes sincères, s'ils sont tentés de déplorer le peu d'empressement que les Canadiens ont mis à s'enrôler pour l'Empire, qu'ils tournent les yeux vers leur mère-patrie.

Deux journaux de Londres, le *Mail* et le *Graphic*, commentant les troupes formidables que le seul combat de Neuve-Chapelle a faites dans la petite armée anglaise, avouent que le recrutement volontaire est insuffisant. A la suite de beaucoup d'autres, ils adjurent le gouvernement d'établir la conscription.

Le gouvernement s'y résoudra-t-il? C'est douteux. Il y a quelques semaines, lord Kitchener déclarait que, somme toute, le recrutement était suffisant. Mais il s'est bien gardé de donner le chiffre exact des enrôlements, pas plus que celui des troupes anglaises rendues au feu. La vérité, c'est que le gouvernement ne veut pas enrôler plus d'hommes qu'il ne peut en armer et qu'il a toutes les peines du monde à faire transporter sur le continent ses armes, ses munitions et ses approvisionnements.

Les ouvriers des fabriques d'armes persistent à limiter la production des usines; les dockers se mettent en grève et entravent l'affrètement des navires de transport. Le plus populaire des ministres, M. Lloyd George, a fait un vain appel au patriotisme des ouvriers anglais. Le premier-ministre et le ministre de la Guerre sont maintenant forcés

de prendre des mesures extrêmes. M. Asquith a annoncé que le gouvernement va faire main-basse sur les fabriques d'armes et de munitions et les opérer *manu militari*. Lord Kitchener menace virtuellement les dockers de les faire travailler à la pointe de la baïonnette.

C'est l'application du mot du Chancelier Bethman-Hollweg, qui a tant scandalisé les Anglais: "La nécessité ne connaît pas de loi."

* * *

Que démontrent ces faits significatifs? Que le peuple anglais manque de patriotisme? Non; mais cette vérité de tous les temps: un peuple ne se soumet aux nécessités de la guerre que dans la mesure où il y est contraint par les lois ou par le salut immédiat de la nation. Et la première condition est subordonnée à la seconde. La conscription ne porte tous ses fruits que si l'âme de la nation donne l'élan à l'armée et le soutient.

Le général Rodjaventsky a établi clairement que l'armée russe a été vaincue à Port-Arthur parce que le peuple russe n'approuvait pas la guerre et ne voyait, dans la victoire, ni l'intérêt ni le salut de la Russie.

Le peuple anglais est aussi patriote que le peuple français, que le peuple allemand. Mais il ne croit pas, à tort ou à raison, que le salut de l'Angleterre est en jeu, comme celui de la France ou de l'Allemagne.

Le patriotisme canadien, atrophié par le servilisme colonial, est moins fort, moins agissant, que le patriotisme d'un peuple libre, maître de son action mondiale. Sous le coup d'une attaque directe contre le Canada, il se réveillerait peut-être. Mais tant que le conflit reste confiné à un continent étranger, le sort de l'Angleterre ou de la France fût-il en jeu, la masse des Canadiens reste, non pas indifférente, mais inerte.

Qui aurait le droit de lui jeter la pierre? Si le Canada était attaqué par les Etats-Unis, combien de Français, combien de Belges, combien d'Anglais s'enrôleraient *volontairement* pour venir nous défendre, même si toute l'Europe était en pleine paix?

L'erreur capitale des impérialistes sincères et des faux exploiters de chauvinisme, c'est de confondre le patriotisme avec le loyalisme. Le patriotisme est un instinct naturel, né de l'attachement au sol natal, fait moitié d'égotisme, moitié de nobles sentiments. Le loyalisme est une conviction ou un sentiment — et souvent une hypocrite profession de foi — qui dépendent de circonstances extérieures et lointaines. Attendre du loyalisme britannique des Canadiens-anglais, ou de l'attachement des Canadiens-français à la France, les mêmes sacrifices, les mêmes *actes*, que le seul patriotisme national inspire aux autres peuples, sous le coup des nécessités les plus impérieuses, c'est peine perdue.

Henri BOURASSA.